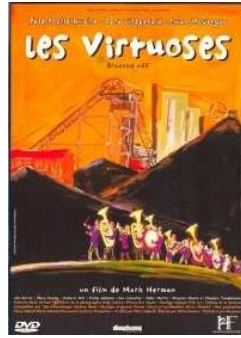


Les virtuoses de Mark HERMAN



HERMAN, Mark. *Les virtuoses*, 1 DVD, 107 min., 1997. Grande-Bretagne : Paramount, 1996. Disponible à la Médiathèque locale de Verviers, sous la cote VV3046

Dans sud du Yorkshire, à Grimley, les quelques mines en activité en 1992 sont vouées à une mort prochaine - gouvernement Thatcher oblige. Une somme rondelette est offerte aux ouvriers s'ils renoncent à leur travail. Mais ils savent que, s'ils acceptent, c'en est fini de leur avenir. Par ailleurs, ils sont souvent à ce point endettés qu'ils devront s'attendre à la venue des huissiers, s'ils refusent cette proposition. Et si la mine ferme, que deviendra la fanfare, animée par Danny, l'un d'entre eux ? Celui-ci n'a qu'un désir, gagner le concours de l'Albert Hall de Londres. Mais sans budget, plus aucune dépense possible pour assurer la survie de ce lien social qui souligne aussi leur solidarité.

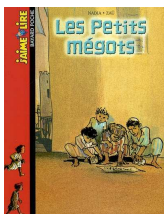
Ce film social qui se construit autour d'un réalisme parfois violent, interpelle et dérange les (trop ?) bonnes consciences. Le réalisateur a l'excellente idée de doubler la misère économique du village à propos de laquelle il reste très explicite, par la réussite de sa fanfare qui assure de la dignité aux mineurs, parce qu'elle est un moyen de résister à la sinistreuse ambiante. Il confère ainsi à son film une fraîcheur et une humanité, souvent rares dans ce contexte. Il y ajoute même une charmante histoire d'amour qui ne gêne en rien son propos généreux, car elle y est parfaitement intégrée et n'est jamais qu'une illustration de plus de ce que peut être la vie. Un film, récompensé, à juste titre, par le César du meilleur film étranger (1998).

Sur le thème de :

« Lutter contre la violence humaine engendrée par l'exclusion sociale »...

Voici deux fictions pour illustrer le thème choisi, signalées par ordre alphabétique, et quatre documentaires pour en définir la problématique, listés dans l'ordre chronologique de leur parution.

*N'hésitez pas à vous informer dans votre bibliothèque locale.
Bonne lecture à vous !*



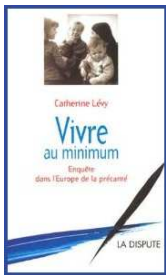
NADIA. *Les petits mégots*. Paris : Bayard, 2003. (J'aime lire ; 23), 47 p.

En Égypte, dans les rues du Caire, une bande d'enfants pauvres, livrés à eux-mêmes, ramassent des mégots dans des boîtes de conserve rouillées, raison pour laquelle ils sont surnommés « Les petits mégots ». Ils y prélèvent le tabac propre, le revendent aux fabricants de cigarettes et gagnent ainsi quelques sous pour pouvoir payer de quoi manger. Ce qui ne suffit pas toujours. Ils en sont alors réduits à voler pour se nourrir. Mais ce jour-là, le roi reçoit des chefs d'État étrangers, et la police a ordre d'embarquer les pauvres, qui font tache dans la capitale du pays. La journée s'annonce pénible pour eux. Heureusement, débrouillardise et solidarité sont au rendez-vous pour déjouer les mauvais coups du sort ! Un très beau petit roman, joliment illustré, destiné aux plus jeunes lecteurs, de 7 à 10 ans, précise l'éditeur. Il a été régulièrement réédité depuis 1983, date de sa première parution, ce qui signale un ouvrage de qualité. Il est dû à la plume de Nadia Haddad, née au Caire (Égypte), en 1928, mais venue s'installer à Paris où elle a été gérante d'une société d'études thermiques et, accessoirement, poète et auteur de récit pour enfants. L'auteur connaît donc suffisamment la situation qu'elle décrit et le lecteur perçoit d'ailleurs une certaine complicité avec ses petits héros. Cette fiction qui « sent » le vécu, en principe destinée aux jeunes lecteurs de 7 à 10 ans, paraît effectivement idéale pour alimenter une réflexion menée par des enseignants du primaire sur le sujet ou même — pourquoi pas ? — par des animateurs avec l'un ou l'autre de leur groupe-cible. Une ressource en tout cas à ne pas négliger, car elle pourrait s'avérer bien plus utile qu'il n'y paraît !



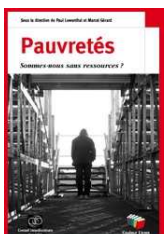
ZOLA, Émile. *Germinal* : fiction. Paris : Le livre de poche, 1979. (Le Livre de poche ; 145), 503 p.

A la fin du XIX^e, dans le Nord de la France, Étienne Lantier, arrive sur un site minier pour y trouver du travail. Il s'intègre dans l'équipe des ouvriers qui, mécontente de ses conditions misérables, développe par ailleurs une activité de réflexion politique importante. Étienne passe pour une personne instruite. Il propose l'idée, puis met au point une « caisse de prévoyance » pour soutenir les ouvriers en difficulté financière. La colère gronde cependant devant les conditions de vie qui se dégradent. Des périodes de grève se succèdent. L'insatisfaction se mue en révolte grandissante. Les grévistes détruisent les installations des différents sites. L'armée est appelée en renfort et l'opposition agit de manière dispersée, en cachette. Étienne réchappera seul d'une tentative de sabotage dans l'une des fosses, après avoir tué un homme. La grève est terminée sans réel gain pour les ouvriers. Étienne, lassé mais mûri, quitte la mine pour Paris... Publié en 1885, ce roman qui est le treizième du cycle dit des « Rougon-Macquart », est celui de la lutte des classes. Il pose très crûment la "question sociale", raison pour laquelle il est devenu l'un des romans politiques de premier plan dans la littérature française. Zola s'est en effet remarquablement documenté pour décrire un milieu de travail où la précarité et ses comportements associés règnent en maîtres. La qualité de ses descriptions contribue à faire de ce roman une source d'information très utile sur les revendications ouvrières et l'arrivée du marxisme en France, de sorte que l'intrigue est dotée d'une rare vraisemblance, soutenue par un souffle épique qui lui donne une allure de fresque, non dépourvue d'une certaine chaleur, en dépit des difficultés évoquées, toujours parfaitement lisible aujourd'hui. *Germinal* a ainsi marqué l'esprit de nombreux militants et a d'ailleurs inspiré plusieurs adaptations cinématographiques. Citons notamment les deux plus récentes : *Germinal*, un film franco-belge réalisé par Claude Berri en 1993, avec Renaud, et *Germinal*, un film français réalisé par Yves Allégret en 1963 avec Claude Brasseur et Bernard Blier.



LÉVY, Catherine. *Vivre au minimum : enquête dans l'Europe de la précarité*. Paris : la Dispute, 2003, 236 p.

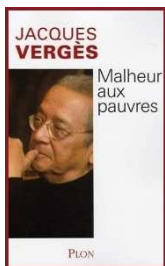
Cet ouvrage est le fruit d'une recherche soutenue par la Commission européenne, relative aux minima sociaux et condition salariale en Allemagne, Belgique, France et Royaume-Uni, à partir d'enquêtes de terrain. L'auteur commence par rappeler que la protection des membres de la société est l'une des fonctions de l'État et donc que le voir au courant de la condition générale de ses membres est une nécessité politique, pour pouvoir prélever l'impôt et le redistribuer selon les besoins. Elle poursuit par un résumé de l'évolution historique de la protection sociale et expose qu'à partir de 1975, avec l'apparition du chômage, s'est engagé un processus d'érosion de la protection sociale et de la sécurité. Les différences nationales tendent à s'atténuer au profit d'un modèle européen qui vise aujourd'hui essentiellement l'efficacité économique, sans abandonner totalement le champ du social mais en modifiant considérablement l'essence même de la protection allouée qui fonctionne au rabais, ce qu'attestent les « minima sociaux ». Que dès 1980, les gouvernements européens se sont inspirés du modèle américain et ont voté de nouveaux dispositifs de nature à maîtriser dorénavant les coûts financiers, ce qui les a amenés à diminuer le montant des dépenses sociales. La protection accordée est dès lors devenue prioritairement un outil pour la réorganisation du marché du travail de sorte qu'elle modifie la représentation sociale des chômeurs : ce sont des oisifs qu'il faut inciter, par des pressions, à se remettre au travail, malgré une crise économique dont ils ne sont pas responsables et qui les dépasse, la plupart du temps. Il ne s'agit donc plus de diminuer le taux de chômage, mais d'augmenter le taux d'emploi (p. 65) à l'aide de salaires très peu attractifs, ce qui développe la pauvreté relative, d'autant plus que les inégalités d'accès aux droits sociaux se multiplient (chap. 9) et que les syndicats ne sont en général pas arrivés à réunir les revendications des chômeurs et celles des salariés, ni à s'opposer valablement au problème des fermetures et des délocalisations. L'ouvrage présente un intérêt réel dans la mesure où il met en lumière la manière dont la protection sociale se dégrade au fil du temps et comment elle « fonctionne » aujourd'hui. Ce faisant, il corrige des erreurs d'appréciation — mettons-nous bien dans la tête que le comportement individuel n'a pas d'influence réelle sur le retour à l'emploi, de plus en plus souvent inadapté au chômeur ! — et il incite les citoyens qui sont concernés ou qui pourraient l'être tôt ou tard en raison du contexte socio-économique difficile, à peser de tout leur poids pour que l'État réendosse une mission de protection correcte. Même s'il est fort technique, le propos reste toujours compréhensible. Il est souhaitable que les citoyens soient informés des grandes lignes de ces raisonnements, de nature à les éclairer sur les conditions du meilleur « vivre ensemble », et partant, sur les choix à faire lors des élections nationales, certes, mais aussi au moment des élections européennes pour s'opposer aux décisions « supranationales » qui n'ont plus de « démocratiques » que le nom... N'est-il en effet pas plus que temps de forcer les dirigeants à donner la priorité au droit de vivre décemment pour tous avant de les laisser s'occuper de la protection inconditionnelle des biens d'un plus petit nombre ? C'est là le vœu très clair formé par l'auteur dans sa conclusion et nous ne pouvons qu'inciter les lecteurs sensibles à la citoyenneté, à prendre connaissance de cette réflexion.



LÖWENTHAL, Paul et GÉRARD, Marcel, dir. *Pauvretés : sommes-nous sans ressources ?* Charleroi : Couleur livres, 2006, 156 p.

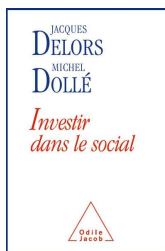
La pauvreté n'est, hélas, pas nouvelle. Elle a toujours existé. Les auteurs font remarquer qu'elle renaît sans cesse des rapports humains : nous ne l'avons jamais éradiquée mais nous apprenons à la combattre. Il y a lieu, bien sûr, d'en identifier les causes et les mécanismes pour pouvoir la prévenir par des initiatives et une réglementation adaptée ou la corriger par des protections sociales adéquates. Nous l'avons progressivement compris au cours du XX^e siècle. Or nous n'avons pas réussi. Plus grave encore, nous régressons depuis la crise pétrolière de 1973, où le social a été refoulé derrière les préoccupations

économiques, et plus encore, financières, en raison d'un individualisme croissant. De surcroît, la pauvreté matérielle est liée à d'autres pauvretés, culturelle, sociale et affective, raison pour laquelle les auteurs ont choisi de mettre le titre de l'ouvrage au pluriel, nous invitant de facto à relever un défi très large. Cet ouvrage est le fruit d'une réflexion de plusieurs collaborateurs, membres du Conseil interdiocésain des laïcs qui réunit des personnes de sensibilités différentes. Ils font le point sur différents courants de pensée qui sont autant de manière d'analyser les contextes des types de pauvretés. Les auteurs démontrent clairement que pour agir efficacement contre ces situations, il faut agir sur leurs causes. Or, ils mettent l'accent sur ce paradoxe : nous sommes prêts à donner nous-mêmes à ceux qui aident les moins favorisés, mais nous ne sommes pas d'accord que l'État nous prenne ce qui est indispensable, notamment par la voie de l'impôt. Mais il apparaît clairement que les initiatives individuelles, trop parcellaires, sont largement insuffisantes pour apporter des solutions de fond au problème. Donc, leur raisonnement nous incite à revoir notre position. L'ouvrage s'intéresse d'abord aux contextes économique et juridique, puis à la coresponsabilité sociale avant d'envisager les actions à mettre en place et se pencher sur les différents types de démarches possibles et de proposer des pistes. Il reste fort technique et nécessite une lecture attentive. Il sera sans doute plus utile à des acteurs de terrain qu'au grand public, encore que la volonté de comprendre fasse bien souvent des merveilles !



VERGÈS, Jacques. *Malheur aux pauvres*. Paris : Plon, 2006, 201 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur nous montre la difficulté qu'ont les hommes à rendre une justice équitable. Nous le savions ? Peut-être. Nous avons des difficultés à l'admettre ? J. Vergès va nous y aider : il nous explique notamment le jeu subtil des pressions, voire le rôle des commissions. L'auteur insiste sur le fait que, curieusement (?), la justice prend beaucoup plus de précautions en tout genre avec les justiciables des classes aisées qu'avec les pauvres, marginalisés... Et de rappeler une série d'affaires françaises que le lecteur belge peut parfois avoir bien connues comme celle d'Émile Louis, ce chauffeur qui a fait disparaître sept pupilles de la DDASS — mais il est conseiller municipal dans une commune où le maire est un ancien officier de gendarmerie — ou mieux encore, celle d'Omar Raddad, le jardinier marocain qui aurait abattu la propriétaire d'une villa voisine, alors que les analyses ADN ne prouvaient rien de manière certaine, dossier que l'auteur connaît bien puisqu'il y est intervenu en tant qu'avocat de la défense. J. Vergès montre comment de simples citoyens sans ressources se font broyer au cours d'audiences rapides et rigides. Le chapitre *La prison pour les pauvres* (p. 121 et sv.) est à cet égard éclairant. La remarque relative à l'intérêt qu'ont les juges pour des experts en sciences humaines, plus vif que celui pour les experts en génétique (p. 132), ne peut laisser le citoyen indifférent et doit l'inciter à être attentif, quand il s'intéresse à une affaire judiciaire, surtout si, de surcroît, elle fait l'objet d'un retentissement médiatique. L'auteur épingle ainsi une série d'affaires pour asseoir la thèse qui est la sienne, procédant ainsi plutôt par induction que par une rigoureuse déduction. Il n'empêche. Dans ce cas précis, c'est pour la bonne cause. Le lecteur ne lui en voudra donc pas trop. L'ouvrage est ainsi aisé à lire, ne nécessite pas de connaissances spécifiques et ne peut qu'apporter des éléments susceptibles d'enrichir une réflexion sur le sujet, même si la personnalité d'un auteur volontiers sulfureux, est diversement appréciée.



DELORS, Jacques et DOLLÉ, Michel. *Investir dans le social*. Paris : O. Jacob, 2009, 284 p.

La formule de l'État-Providence, imaginée au terme de la Seconde Guerre mondiale, éprouve des difficultés récurrentes de financement et n'arrive plus à faire face à l'individualisation croissante de nos sociétés. Les citoyens sont de plus en plus réticents à entrer dans des solidarités institutionnalisées, ce qui les amène à refuser la société des dépenses communes et de l'impôt. Dès lors, la société dans son ensemble en appelle à la responsabilité de chacun, c.-à-d. amener chacun à être responsable de son destin, mais aussi à être coupable quand la réussite n'est pas au rendez-vous, ce qui induit très souvent une tension insupportable, surtout quand la personne est soumise à des paramètres qui la dépassent. Les auteurs proposent dès lors de répondre à cette faillite par un soutien donné à un État d'investissement social. Dans cette formule aménagée, l'État maintiendrait une assurance dans les domaines de la santé et de la pension, tandis que l'individu tendrait à assurer sa sécurité à travers un emploi de qualité. L'État chercherait également à améliorer les capacités individuelles ou collectives de nature à favoriser le meilleur emploi possible, tout en œuvrant aussi pour une juste égalité des chances. A travers cet ouvrage, articulé en dix chapitres, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, et Michel Dollé, économiste, démontrent que la solidarité, telle qu'elle a été imaginée dans le cadre d'un État-Providence, est obsolète, compte tenu de l'évolution socio-économique que nous connaissons. Ils estiment qu'il convient de la repenser pour la transformer et l'adapter en un État beaucoup plus agressif, qui s'attaque aux inégalités au lieu de se borner à les compenser. Les auteurs proposent ainsi une formule où il n'y a non pas plus d'État, mais un meilleur État qui s'attelle à développer la prévention plutôt que les soins, de sorte qu'en fine la société toute entière en sorte gagnante. La structure de l'ouvrage est claire. Le propos qui fait écho aux ouvrages de Catherine Lévy et de Paul Löwenthal, présentés ci-dessus, est sans doute plus directement accessible au grand public. Il paraît convaincant, malgré le parcours de commissaire européen accompli, à l'époque, par J. Delors, plus tenté par le néo-libéralisme économique que par des préoccupations fondamentalement sociales !

Anne-Louise BOUTE
Chef de bureau-Bibliothécaire